

Index AI : PRE01/620/2011  
13 December 2011

## **Pakistan. Les lois relatives à la lutte contre la criminalité**

Les autorités pakistanaises doivent prendre des mesures concrètes pour mettre fin à la violence contre les femmes, a déclaré Amnesty International mardi 13 décembre, après que le Sénat du pays a adopté à l'unanimité deux projets de loi marquant un tournant pour les droits des femmes.

La Loi de 2010 relative au contrôle de l'acide et à la prévention des attaques à l'acide et la Loi de 2008 relative à la prévention des pratiques contre les femmes (portant modification du Code pénal) visent à protéger les femmes et à leur donner les moyens d'agir et alourdissent les peines encourues par les auteurs de violence liée au genre.

Chaque année, des dizaines de Pakistanaises sont gravement blessées et défigurées après avoir reçu de l'acide ou d'autres produits corrosifs jetés sur elles, souvent à la suite de conflits familiaux.

« Il est encourageant que le Parlement du Pakistan ait adopté de nouvelles lois pour protéger les femmes et traduire en justice les responsables présumés, mais il n'est pas certain que la situation des femmes se soit améliorée dans le pays, a souligné Sam Zarifi, directeur du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

« Les autorités pakistanaises doivent immédiatement établir des critères pour évaluer l'application de ces nouvelles lois.

« Ces réformes auront peu d'effet bénéfique sur le plan pratique tant que les autorités fédérales et provinciales ne créeront pas des mécanismes pour indemniser et réadapter les victimes de violence liée au genre, lutter contre le faible taux de condamnation des auteurs présumés et réglementer la vente d'acide. »

Les recherches effectuées par Amnesty International au Pakistan donnent à penser que les centres d'accueil pour femmes dirigés par les autorités ont terriblement besoin d'une réorganisation.

La plupart disposent de financements insuffisants et leur personnel manque de formation pour s'occuper du traumatisme et des autres problèmes rencontrés par les victimes.

Les enquêtes de police sont souvent compromises par l'influence politique ou familiale, la corruption et le manque de formation de base à la prise en charge de la violence liée au genre.

« Il est urgent de protéger les victimes de crimes liés au genre. Les attaques à l'acide laissent leurs victimes défigurées et profondément traumatisées. Beaucoup perdent la vie faute de soins médicaux adaptés, tandis que d'autres ne peuvent pas travailler ou s'occuper comme il faut de leurs enfants et subissent des préjudés sociaux, a ajouté Sam Zarifi.

« Les lois adoptées lundi ne traitent pas ces dysfonctionnements systémiques de la justice pénale pakistanaise. Les autorités n'ont pas mis en place une stratégie claire pour remédier à ces problèmes, ni

pour appliquer les nouvelles lois. »

Des militants de tout l'éventail politique du Pakistan ont mené campagne pour obtenir le soutien des parlementaires aux deux projets de loi.

« Il appartient maintenant aux autorités de faire en sorte que ces protections durement obtenues soient suivies d'effet. Si elles ne prennent pas des mesures claires pour appliquer ces lois, la violence contre les femmes restera un problème chronique au Pakistan », a insisté Sam Zarifi.